

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976

21 JUIN 1976

PROJET DE LOI

concernant l'enseignement supérieur technique et organisant les études d'ingénieur industriel et de gradué.

I. — AMENDEMENTS

PRÉSENTÉS PAR M. LARIDON
AU TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Art. 4.

A. En ordre principal :

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« § 1. Par dérogation à l'article 24, § 2, 8°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et par dérogation aux articles 11 et 12 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, peuvent être subsidiés :

- » — deux instituts supérieurs industriels par province, pour les provinces d'Anvers, de Flandre orientale, de Hainaut, de Liège;
- » — un institut supérieur industriel par province, pour les provinces de Limbourg, de Flandre orientale, de Luxembourg, de Namur;
- » — un institut supérieur industriel ayant le français comme langue de l'enseignement et un institut supérieur industriel ayant le néerlandais comme langue de l'enseignement dans la province de Brabant.

» Ces instituts sont pluralistes conformément à la loi du 14 juillet 1975.

Voir :

595 (1974-1975) : N° 1.

- Nos 2 à 39 : Amendements.
- N° 40 : Rapport.
- Nos 41 à 43 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976

21 JUNI 1976

WETSONTWERP

op het technisch hoger onderwijs, houdende organisatie van de studiën van industrieel ingenieur en van gegraduateerde.

I. — AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER LARIDON
OP DE TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Art. 4.

A. In hoofdde :

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« § 1. In afwijking van artikel 24, § 1 en § 2, 8°, van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving en in afwijking van de artikelen 11 en 12 van de wet van 7 juli 1970, betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, kunnen gesubsidieerd worden :

- » — twee industriële hogescholen per provincie voor de provincies Antwerpen, Oost-Vlaanderen, Henegouwen, Luik;
- » — één industriële hogeschool per provincie voor de provincies Limburg, West-Vlaanderen, Luxemburg, Namen;
- » — één industriële hogeschool met onderwijstaal Nederlands en 1 industriële hogeschool met onderwijstaal Frans in de provincie Brabant.

» Deze instellingen zijn pluralistisch overeenkomstig de wet van 14 juli 1975.

Zie :

595 (1974-1975) : N° 1.

- Nrs 2 tot 39 : Amendementen.
- N° 40 : Verslag.
- Nrs 41 tot 43 : Amendementen.

» Chaque institut supérieur industriel peut comporter, selon les normes et modalités arrêtées par arrêté royal, des sections de construction, mécanique ou électro-mécanique, électricité, chimie.

» Des sections d'énergie nucléaire, textile ou agriculture peuvent être adjointes aux instituts supérieurs industriels.

» Ces dernières sections sont entièrement gérées et dirigées par les ou par un des instituts supérieurs industriels de la province intéressée.

» § 2. Direction.

» La direction de chaque institut supérieur industriel est assurée par le conseil d'administration, le bureau permanent, le directeur et le directeur adjoint.

» A. — Le conseil d'administration.

» Font partie du conseil d'administration :

» 1. le directeur et le directeur adjoint.

» Sont nommés par le Roi pour quatre ans :

» 2. deux délégués de chaque pouvoir organisateur qui, au 1^{er} septembre 1971, organisait dans la même province des études d'ingénieur technicien ou, à défaut, des études supérieures du niveau A 1.

» Par pouvoir organisateur, il faut entendre : l'Etat, la province, la commune, l'enseignement libre subventionné par l'Etat;

» 3. six membres représentatifs des pouvoirs publics, des milieux économiques et sociaux de la province.

» Sont élus au scrutin secret pour quatre ans :

» 4. quatre membres élus par l'assemblée générale du personnel enseignant;

» 5. deux membres élus par l'assemblée générale du personnel administratif, du personnel auxiliaire scientifique et du personnel auxiliaire technique.

» Sont élus au scrutin secret pour deux ans :

» 6. deux membres élus par l'assemblée générale des étudiants.

» Le directeur est le président du conseil d'administration; le directeur adjoint en est le vice-président.

» Tout mandat visé en 2 et 3 est incompatible avec un quelconque emploi dans l'institut supérieur industriel.

» Le Roi règle les élections et arrête la procédure selon laquelle Il tranche les litiges relatifs aux élections.

» B. — Le bureau permanent.

» Le conseil d'administration constitue en son sein un bureau permanent. Font partie d'office de ce bureau permanent : le directeur et le directeur adjoint; ils sont respectivement président et vice-président du bureau permanent.

» Sont élus au scrutin secret par le conseil d'administration :

» — un représentant du personnel administratif, du personnel auxiliaire scientifique et du personnel auxiliaire technique;

» — un représentant des étudiants.

» Elk der industriële hogescholen kan, volgens de normen en modaliteiten bepaald bij koninklijk besluit afdelingen bouwkunde, mechanica of elektro-mechanica, elektriciteit, scheikunde omvatten.

» Aan de industriële hogescholen kunnen afdelingen kernenergie, textiel of landbouw worden toegevoegd.

» De toegevoegde afdelingen staan volledig onder het beheer en de leiding van de of van één der industriële hogescholen gevestigd in de betrokken provincie.

» § 2. De overheden.

» De leiding van elke industriële hogeschool berust bij de raad van beheer, het vast bureau, de directeur en de adjunct-directeur.

» A. — De raad van beheer.

» Maken deel uit van de raad van beheer :

» 1. de directeur en de adjunct-directeur.

» Worden door de Koning voor vier jaar benoemd :

» 2. twee afgevaardigden van elk inrichtende macht die op 1 september 1971 in dezelfde provincie studiën van technisch ingenieur organiseerde of, bij ontstentenis, hogere studiën van niveau A 1.

» Onder inrichtende macht wordt verstaan : het Rijk, de provincie, de gemeente, het vrij door de Staat gesubsidieerd onderwijs;

» 3. zes leden representatief voor de openbare machten, voor de economische en sociale milieus der provincie.

» Worden bij geheime stemming voor vier jaar verkozen :

» 4. vier leden verkozen door de algemene vergadering van het onderwijzend personeel;

» 5. twee leden gekozen door de algemene vergadering van het administratief personeel, het wetenschappelijk hulp-personeel en het technisch hulppersoneel.

» Worden bij geheime stemming voor twee jaar verkozen :

» 6. twee leden verkozen door de algemene vergadering van de studenten.

» De directeur is voorzitter van de raad van beheer, de adjunct-directeur is ondervoorzitter.

» Elk mandaat sub. 2 en 3 is onverenigbaar met welke betrekking ook in de industriële hogeschool.

» De Koning regelt de verkiezingen en stelt de procedure vast volgens welke Hij de geschillen over de verkiezingen beslecht.

» B. — Het vast bureau.

» De raad van beheer stelt in eigen midden een vast bureau samen. Maken van ambtswege deel uit van het vast bureau : de directeur en de adjunct-directeur; ze zijn respectievelijk voorzitter en ondervoorzitter van het vast bureau.

» Worden bij geheime stemming door de raad van beheer gekozen :

» — twee vertegenwoordigers van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel;

» — één vertegenwoordiger van het administratief, het wetenschappelijk hulppersoneel en het technisch hulppersoneel;

» — deux représentants du personnel enseignant et scientifique;

» C. — Le directeur et le directeur adjoint.

» Le directeur et le directeur adjoint sont nommés par le Roi, après avis du conseil d'administration, chaque fois sur une liste triple présentée par l'assemblée générale du personnel enseignant; ils sont choisis parmi les professeurs.

» § 3. Pour chaque province et pour chaque établissement sera signé un protocole fixant la parité au conseil d'administration ainsi qu'entre les deux fonctions de directeur et de directeur adjoint. Par parité, il y a lieu d'entendre que, dans la composition, les deux grandes tendances philosophiques sont respectées dans une mesure égale et d'une manière absolue, ce qui signifie qu'aucune tendance philosophique ou religieuse ne dispose de la majorité.

» § 4. Les gouverneurs de province veilleront au respect de ce protocole. Chacun d'eux fera rapport au Ministre de l'Education nationale. »

JUSTIFICATION.

La définition ainsi que la possibilité de créer des écoles pluralistes ont été reprises pour la première fois dans la loi du 14 juillet 1975.

La première réalisation — et aussi la plus évidente — d'une école pluraliste pourrait avoir lieu à une grande échelle au niveau des ingénieurs industriels. En effet, étant donné la nature de leurs études, toute influence philosophique leur est étrangère.

La création de quatorze instituts supérieurs industriels, disséminés sur l'ensemble du pays et gérés par des conseils d'administration composés paritairement et disposant d'une large autonomie répondrait à la fois au souci d'une rationalisation et aux aspirations tendant à briser le cloisonnement idéologique et à instaurer le pluralisme.

B. En ordre subsidiaire :

1) Au § 1, à la 5^e ligne, remplacer les mots « cinq instituts supérieurs industriels » par les mots « six instituts supérieurs industriels ».

2) Au même § 1, remplacer le numéro 3 par ce qui suit :

« 3. Province de Flandre occidentale : deux instituts pouvant comporter ensemble quatre sections; ».

JUSTIFICATION.

Pour des raisons d'équilibre entre l'enseignement libre et l'enseignement officiel, il se justifie de prévoir également pour l'enseignement officiel quatre sections d'ingénieur industriel, à savoir un institut provincial comportant deux sections à Courtrai et un institut communal comportant deux sections à Ostende. Cette solution permettrait également de réaliser un meilleur équilibre entre les provinces, alors que la Flandre occidentale est défavorisée par le texte adopté par la Commission.

3) Au même § 3, remplacer le numéro 2 par ce qui suit :

« 2. Province de Flandre orientale : deux instituts pouvant comporter ensemble six sections, dont une section " textile " et une section " agriculture ", dont l'option " horticulture " peut être organisée dans la province de Brabant. »

JUSTIFICATION.

Comme amendement en ordre subsidiaire à l'article 4, § 1, numéro 3, prévoit deux instituts supérieurs en Flandre occidentale, l'implantation du premier cycle dans cette province devient superflue.

Art. 4bis (nouveau).

Insérer un article 4bis (nouveau), libellé comme suit :

» — één vertegenwoordiger van de studenten.

» C. — De directeur en de adjunct-directeur.

» De directeur en de adjunct-directeur worden door de Koning benoemd, na advies van de raad van beheer, telkens op een drievoudige lijst voorgedragen door de algemene vergadering van het onderwijzend personeel en gekozen onder de hoogleraren.

» § 3. Voor elke provincie en voor elke instelling zal een protocol worden ondertekend dat bepaalt de pariteit in de raad van beheer, alsook tussen de twee ambten van directeur en adjunct-directeur. Door pariteit wordt verstaan dat bij samenstelling in gelijke mate en op absolute wijze de twee grote levensbeschouwelijke strekkingen geëerbiedigd worden. Dit betekent dat geen enkele filosofische of religieuze strekking er over de meerderheid beschikt;

» § 4. — De provinciegouverneurs zullen waken over de eerbiediging van deze overeenkomst. Elk van hen brengt verslag uit bij de Minister van Nationale Opvoeding ».

VERANTWOORDING.

De definitie en de mogelijkheid tot oprichting van pluralistische scholen, werden voor het eerst opgenomen in de wet van 14 juli 1975.

De eerste en meest voor de hand liggende verwezenlijking van de pluralistische school kan in ruime mate geschieden op het vlak van de industriële ingenieurs. Inderdaad ingevolge de aard van de studiën is hier elke filosofische inslag vreemd.

Met de oprichting van veertien industriële hogescholen verspreid over het gehele land en beheerd door raden van Beheer die op paritaire basis zijn samengesteld en die over een ruime autonomie beschikken zou worden tegemoet gekomen én aan de bekommernis tot rationalisatie én aan de verzuchting tot ontzuiling en pluralisme.

B. In bijkomende orde :

1) In § 1, op de zesde regel, de woorden « vijf industriële hogescholen » vervangen door de woorden « zes industriële hogescholen ».

2) In dezelfde § 1, nummer 3 vervangen door wat volgt :

« 3. Provincie West-Vlaanderen : twee hogescholen die samen vier afdelingen mogen bevatten. »

VERANTWOORDING.

Omwille van het evenwicht tussen het vrij en het officieel onderwijs is het verantwoord voor het officieel onderwijs eveneens 4 afdelingen voor industrieel ingenieur te voorzien, nl. 1 provinciale instelling met 2 afdelingen te Kortrijk en 1 gemeentelijke instelling met 2 afdelingen te Oostende. Hierdoor zou tevens een beter evenwicht tussen de provincies bereikt worden, daar waar in tekst aangenomen door de Commissie, West-Vlaanderen benadeeld is.

3) In § 3, nummer 2 vervangen door wat volgt :

« 2. Provincie Oost-Vlaanderen : twee hogescholen, die samen zes afdelingen mogen bevatten, waarvan één afdeling " Textiel " en één afdeling " Landbouw ", waarvan de optie tuinbouw mag worden georganiseerd in de provincie Brabant. »

VERANTWOORDING.

Vermits het amendement in bijkomende orde bij artikel 4, § 1, nummer 3, voorziet in 2 hogescholen in West-Vlaanderen, wordt de vestiging van de eerste cyclus in West-Vlaanderen overbodig.

Art. 4bis (nieuw).

Een artikel 4bis (nieuw) invoegen luidend als volgt :

« En vue de l'octroi du grade d'ingénieur industriel dans les sections construction, mécanique, électrotechnique et chimie, un enseignement de promotion sociale peut être organisé. »

L'Etat peut créer, dans chaque régime linguistique, une seule section dans chacune des spécialités susmentionnées.

Par dérogation à l'article 24, § 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959, peut être admise à la subvention, dans chaque régime linguistique, une section dans chacune des spécialités susmentionnées, créée par l'ensemble des pouvoirs organisateurs provinciaux, communaux ou des associations de ces pouvoirs.

Par dérogation à l'article 24, § 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959, peut être admise à la subvention, dans chaque régime linguistique, une seule section dans chacune des spécialités susmentionnées, créée par l'ensemble des pouvoirs organisateurs appartenant à l'initiative privée.

Ces sections d'enseignement de promotion sociale seront rattachées à l'un des instituts supérieurs industriels. »

JUSTIFICATION.

Dans le cadre de la démocratisation de l'enseignement et de la formation permanente, l'organisation d'un enseignement supérieur de promotion sociale de type long constitue une nécessité urgente.

L'organisation de l'enseignement de promotion sociale dans certaines sections est pleinement justifiée; ces sections devraient pouvoir être rattachées à un institut supérieur industriel à horaire complet.

Art. 8.

Au § 3, remplacer la première phrase du deuxième alinéa par ce qui suit :

« Au sein de chacune des commissions d'appel doit nécessairement siéger un représentant par association syndicale représentative. »

JUSTIFICATION.

Cet amendement trouve sa justification dans l'article 140 de l'arrêté royal du 22 mars 1969.

Art. 9.

1. — Au § 2, remplacer le littéra c) par ce qui suit :

« c) les membres du personnel, porteurs des titres de capacité fixés au § 1 et au § 2, b, de l'article 11 de la présente loi ou reconnus comme équivalents en application du § 3 dudit article, et qui, à la date du 1^{er} mars 1976, étaient titulaires d'une fonction à prestations complètes et comptent au moins de six ans d'ancienneté dans l'enseignement technique supérieur du second degré. »

2. — Au § 3, premier alinéa, remplacer les onzième et douzième lignes par ce qui suit :

« — s'ils sont porteurs des titres de capacité visés au § 1^{er} et au § 2, b, de l'article 11 de la présente loi; ».

3. — Au même § 3, supprimer les lignes treize à seize.

4. — Au § 4, premier alinéa, ajouter ce qui suit à la dixième ligne :

« ou qu'ils soient nommés à titre définitif dans une école technique supérieure du deuxième degré, reconnue par l'Etat et délivrant le diplôme d'ingénieur technicien : ».

JUSTIFICATION.

Ces amendements tendent à faire respecter les droits acquis.

« Met het oog op het uitreiken van de graad van industrieel ingenieur in de afdelingen bouwkunde, mechanica, elektrotechniek en chemie kan een onderwijs voor sociale promotie worden ingericht. »

De Staat kan in elk taalregime één enkele afdeling oprichten in elk der bovenvernoemde specialiteiten.

In afwijking van artikel 24, § 1, van de wet van 29 mei 1959 kan in elk taalregime één enkele afdeling, in elk der bovenvernoemde specialiteiten, opgericht door het geheel der inrichtende machten bestaande uit de provincies, de gemeenten en de verenigingen van deze inrichtende machten, tot de subsidiëring worden toegelaten.

In afwijking van artikel 24, § 1, van de hierboven vermelde wet van 29 mei 1959 kan in elk taalregime één enkele afdeling in elk der bovenvernoemde specialiteiten, opgericht door het geheel der inrichtende machten behorende tot het privaat initiatief, tot de subsidiëring worden toegelaten.

Deze afdelingen met onderwijs voor sociale promotie zullen gehecht worden aan één der industriële hogere instituten. »

VERANTWOORDING.

In het kader van de democratisering van het onderwijs en de permanente vorming is het inrichten van een hoger onderwijs van het lange type voor sociale promotie een dringende noodzakelijkheid.

Het inrichten van het onderwijs voor sociale promotie is in bepaalde afdelingen volkomen verantwoord; deze afdelingen zouden moeten worden gehecht aan een industriële hogeschool met volledig leerplan.

Art. 8.

In § 3, de eerste volzin van het tweede lid vervangen door wat volgt :

« In elke commissie van beroep moet noodzakelijk één vertegenwoordiger per representatieve vakvereniging zeten. »

VERANTWOORDING.

Dit amendement vindt zijn verantwoording in art. 140 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969.

Art. 9.

1. — In § 2, letter c) vervangen door wat volgt :

« c) de personeelsleden die in het bezit zijn van de bekwaamheidsbewijzen bepaald bij § 1 en § 2, b, van artikel 11 van deze wet of die als gelijkwaardig erkend zijn bij toepassing van § 3 van hetzelfde artikel en die op 1 maart 1976 titularis waren van een ambt met volledige dienstprestaties en minstens 6 jaar ambtsanciënniteit hebben in het technisch hoger onderwijs van de tweede graad. »

2. — In § 3, eerste lid, de dertiende en de veertiende regel vervangen door wat volgt :

« — indien zij houder zijn van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld bij artikel 11, § 1 en § 2, b, van deze wet; ».

3. — In dezelfde § 3, de vijftiende tot en met de achttiende regel weglaten.

4. — In § 4, eerste lid, op de elfde regel, toevoegen wat volgt :

« of vast benoemd zijn in een door de Staat erkende hogere technische school van de tweede graad, die het diploma van technisch ingenieur aflevert : ».

VERANTWOORDING.

Deze amendementen strekken ertoe de verworven rechten te doen eerbiedigen.

Art. 14.

A) En ordre principal :

1) Au § 1, à la première ligne, remplacer les mots « enseignement supérieur de type long » par les mots « enseignement supérieur technique et agricole de type long ».

2) Au même § 1, supprimer le 1^o, le 2^o, le 3^o et le 6^o.

3) Au § 2, à la première ligne, remplacer les mots « enseignement supérieur de type long » par les mots « enseignement supérieur technique et agricole de type long ».

4) Au même § 2, remplacer les littéras a) et b) par le texte suivant :

« Dans les études visées aux 1^o et 2^o : la moitié de l'encadrement qui y est fixé ».

5) Supprimer le § 4.

JUSTIFICATION.

Il est clair que, telles qu'elles sont proposées à l'article 14 de la loi, les normes d'encadrement pour l'enseignement supérieur économique de type long et les instituts de traducteurs et interprètes ont été établies sur la base de points de vue qui ne peuvent s'appliquer qu'à l'enseignement supérieur technique ou agricole de type long.

C'est ainsi qu'elles tiennent compte, pour cette forme de l'enseignement supérieur de type long, de l'existence de sections, c'est-à-dire d'orientations d'études à l'intérieur de la formation d'ingénieur industriel. Dans les institutions supérieures économiques, celles-ci n'existent que de manière fragmentaire et, dans les instituts de traducteurs et interprètes, elles sont inexistantes. Le but de tout le projet n'a d'ailleurs jamais été que de régler les études d'ingénieur industriel et ce n'est qu'au dernier moment que d'autres formes de l'enseignement supérieur de type long y ont été insérées, sans que les intéressés en aient été informés, voire consultés à ce sujet.

Dans cet article, les études conduisant aux grades de candidat-traducteur, de licencié-traducteur et de licencié-interprète sont considérées comme comprenant toujours une seule orientation. Dans la justification de l'amendement n° 2 en ordre subsidiaire, il est démontré que tel n'est pas le cas.

Pour toutes ces raisons, il y a lieu de revenir à l'économie initiale des projets de lois n° 616, n° 220 et n° 595, à savoir uniquement un régime des études d'ingénieur industriel comportant la fixation des normes d'encadrement pour cette forme d'enseignement. Pour toutes les autres formes d'enseignement supérieur de type long ces normes doivent être réglées dans une autre loi selon la spécialisation (économique, paramédicale, sociale, artistique ou pédagogique) compte tenu du caractère propre et des exigences spécifiques de chaque type d'enseignement supérieur de type long. On se demande d'ailleurs pourquoi les normes d'encadrement pour l'enseignement supérieur économique de type long et pour les instituts de traducteurs et interprètes seraient repris dans une loi sur l'enseignement supérieur technique ou agricole, tandis que les normes d'encadrement pour l'enseignement pédagogique, paramédical, social et artistique de type long n'y figurent pas.

B) En ordre subsidiaire :

1) Au § 1^{er}, remplacer le 1^o, le 2^o et le 3^o par ce qui suit :

« 1^o Pour les études conduisant aux groupes :

a) de candidat en sciences économiques, avec ou sans qualification supplémentaire, et d'ingénieur commercial;

b) de candidat en sciences administratives, l'encadrement est fixé conformément à la norme suivante :

- pour les 160 premiers étudiants : 16 unités;
- pour les étudiants de 161 à 320 : 1 unité par 12 étudiants;

Art. 14.

A) In hoofdorde :

1) In § 1, op de eerste regel, de woorden « het hoger onderwijs van het lange type » vervangen door de woorden « het hoger technisch en agrarisch onderwijs van het lange type ».

2) In dezelfde § 1, het 1^o, het 2^o, het 3^o en het 6^o weglaten.

3) In § 2, eerste regel, de woorden « hoger onderwijs van het lange type » vervangen door de woorden « hoger technisch en agrarisch onderwijs van het lange type ».

4) In dezelfde § 2, littera's a) en b) vervangen door de volgende tekst :

« in de studiën bedoeld in 1^o en 2^o : de helft van de erin vastgelegde studiebegeleiding. »

5) § 4 weglaten.

VERANTWOORDING.

De studiebegeleidingsnormen voor het economisch hoger onderwijs van het lange type en van de Instituten voor Vertalers en Tolken, zoals voorgesteld in artikel 14 van het wetsontwerp zijn duidelijk opgesteld uitgaande van standpunten die alleen kunnen gelden voor het technisch en agrarisch hoger onderwijs van het lange type.

Zo houden zij voor deze vorm van het hoger onderwijs van het lange type wel rekening met het bestaan van afdelingen, t.z. studierichtingen binnen de opleiding tot industrieel ingenieur. Voor de economische hogescholen geschiedt dit slechts fragmentarisch en voor de Instituten voor Vertalers en Tolken, helemaal niet. Het gehele wetsontwerp is trouwens steeds alleen bedoeld geweest om de studiën van industrieel ingenieur te regelen, en pas op het laatste ogenblik werden ook andere vormen van het hoger onderwijs van het lange type erin ter sprake gebracht zonder dat de betrokkenen daarover werden ingelicht, laat staan geraadpleegd.

In dit artikel worden de studiën leidend tot de graden van kandidaat-vertaler, van licentiaat-vertaler en van licentiaat-tolk beschouwd als omvattende steeds een studierichting. In de verantwoording van het amendement n° 2 in bijkomende orde wordt aangetoond dat zulks niet het geval is.

Om al deze redenen dient te worden teruggekeerd naar de oorspronkelijke opzet van de wetsontwerpen 616, 220 en 595, nl. uitsluitend en alleen een regeling van de studiën van Industrieel Ingenieur, met vastlegging voor deze vorm van onderwijs van de studiebegeleidingsnormen. De normen voor al de andere vormen van hoger onderwijs van het lange type moeten dan per soort (economisch, paramedisch, sociaal, artistiek, pedagogiek) in een andere wet worden geregeld, rekening houdend met de eigen aard en de eigen eisen van iedere soort van hoger onderwijs van het lange type. Men vraagt zich trouwens af waarom in een wet op het technisch en agrarisch hoger onderwijs van het lange type de studiebegeleidingsnormen voor het economisch hoger onderwijs van het lange type en die voor vertalers en tolken wél worden opgenomen, en die voor het pedagogisch, paramedisch, sociaal en artistiek onderwijs van het lange type niet.

B) In bijkomende orde :

1) In § 1, 1^o, 2^o en 3^o vervangen door wat volgt :

« 1^o Voor de studiën leidend tot de groepen :

a) van kandidaat in de handelswetenschappen, met of zonder aanvullende kwalificatie, en van handelsingenieur;

b) van kandidaat in de bestuurswetenschappen, wordt de studiebegeleiding volgens volgende norm vastgesteld :

- voor de eerste 160 studenten : 16 eenheden;
- voor de studenten vanaf 161 tot 320 : 1 eenheid per 12 studenten;

— pour les étudiants au-delà de 320 : 1 unité par 18 étudiants;

c) de licencié en sciences économiques, avec ou sans qualification supplémentaire, et d'ingénieur commercial;

d) de licencié en sciences administratives, l'encadrement est fixé conformément à la norme suivante :

- pour une section organisée : 7 unités;
- pour deux sections organisées : 14 unités;
- pour trois sections organisées : 20 unités;
- pour toute section organisée à partir de la quatrième : 5 unités supplémentaires par section.

De plus, l'encadrement global est augmenté chaque fois que, dans une section, le nombre d'étudiants dépasse 40 :

- pour les étudiants de 41 à 80 : 1 unité par 9 étudiants;
- pour les étudiants de 81 à 120 : 1 unité par 12 étudiants;
- pour les étudiants au-delà de 120 : 1 unité par 14 étudiants. »

JUSTIFICATION.

Il est parfaitement normal que les normes d'encadrement des candidats et licenciés en sciences commerciales et administratives, ainsi que des candidats ingénieurs commerciaux soient fixés selon les mêmes modalités que les normes d'encadrement qui régissent les études menant au grade de candidat ingénieur industriel et d'ingénieur industriel. Pour ce qui est des normes d'encadrements globales, une dérogation paraît se justifier, dès lors qu'il est admis que les études d'ingénieur industriel requièrent un encadrement plus important que celles de licencié en sciences commerciales et d'ingénieur commercial.

2) Au § 1, 6°, quatrième ligne, remplacer les mots « — pour les 100 premiers étudiants : 16 unités; » par les mots « — pour les 100 premiers étudiants inscrits à l'ensemble de l'institut : 6 unités par groupe linguistique; ».

JUSTIFICATION.

Au § 1, 6°, les études conduisant aux grades de candidat-traducteur, de licencié-traducteur et de licencié-interprète sont considérées comme ne comprenant qu'une seule orientation d'études. Tel n'est pas le cas :

1. Il y a, dans les licences, une formation scindée : d'une part, les traducteurs et, d'autre part, les interprètes. Il s'agit là de deux orientations d'études.

2. Il y a, tant dans les candidatures que dans les licences, une scission selon les langues choisies. Chaque langue étrangère constitue une section propre, appelée « groupe linguistique ». Aussi la fixation des normes d'encadrement doit-elle tenir compte de cette réalité. Sinon un institut de traducteurs et interprètes n'enseignant, par exemple, que quatre langues étrangères aurait droit à autant d'unités qu'un institut qui en enseigne sept ou huit.

En raison de la nature de la formation, dont une grande partie consiste inévitablement en exercices pratiques (cours d'exercices pratiques de traduction ou de traduction consécutive ou simultanée) et étant donné la nécessité de compléter la formation par un grand nombre de cours généraux et surtout par l'étude approfondie de la langue maternelle, il y a lieu de considérer, en outre, que le nombre d'heures de cours par semaine approche le chiffre de 30, de sorte que les normes proposées dans le texte adopté par la commission ne peuvent être appliquées parce que, matériellement, les cours ne pourront plus être donnés. En effet, il est permis d'affirmer que quelque 350 heures de cours doivent être données dans un institut de traducteurs et interprètes, quel que soit le nombre d'étudiants et en supposant que six langues étrangères sont enseignées (cas normal). Cela signifierait 350 heures/16 unités = 22 heures par semaine par unité.

Par ailleurs, il y a lieu d'observer que, bien qu'ils délivrent un diplôme de licencié protégé par la loi sur les titres académiques et le plus élevé dans sa spécialité, les instituts de traducteurs et interprètes coûtent beaucoup moins qu'une faculté universitaire, même en ce qui concerne les traitements du personnel enseignant.

— voor de studenten boven de 320 : 1 eenheid per 18 studenten;

c) van licentiaat in de handelswetenschappen, met of zonder aanvullende kwalificatie, en van handelsingenieur :

d) van licentiaat in de bestuurswetenschappen, wordt de studiebegeleiding volgens volgende norm vastgesteld :

- voor een ingerichte afdeling : 7 eenheden;
- voor twee ingerichte afdelingen : 14 eenheden;
- voor drie ingerichte afdelingen : 20 eenheden;
- voor elke afdeling ingericht vanaf de vierde : 5 aanvullende eenheden per afdeling.

Daarenboven wordt de globale studiebegeleidingsnorm verhoogd telkens het aantal studenten in een afdeling de 40 overschrijdt :

- voor de studenten van 41 tot 80 : 1 eenheid per 9 studenten;
- voor de studenten van 81 tot 120 : 1 eenheid per 12 studenten;
- voor de studenten boven de 120 : 1 eenheid per 14 studenten. »

VERANTWOORDING.

Het is volkomen normaal dat de studiebegeleidingsnormen van kandidaten en licentiaten in de handels- en bestuurswetenschappen alsmede van handelsingenieur op dezelfde wijze worden vastgesteld als de studiebegeleidingsnormen voor de studien leidend tot de graad van kandidaat industrieel ingenieur en van industrieel ingenieur. Wat de globale begeleidingsnormen betreft lijkt een afwijking verantwoord, vermits aanvaard wordt dat er meer begeleiding nodig is bij de studien voor industrieel ingenieur als voor handelslicentiaat en handelsingenieur.

2) In § 1, 6°, vierde regel, de woorden « — voor de eerste honderd studenten : 16 eenheden; » vervangen door de woorden « — voor de eerste honderd studenten aan het hele instituut ingeschreven : 6 eenheden per taalgroep; ».

VERANTWOORDING.

In § 1, 6°, worden de studien leidend tot de graden van kandidaat-vertaler, van licentiaat-vertaler en van licentiaat tolk beschouwd als omvattende slechts één studierichting. Dit is niet zo :

1. Er is in de licenties een gesplitste opleiding, enerzijds de vertalers, anderzijds de tolken. Dit zijn twee studierichtingen.

2. Er is zowel in de candidaturen als in de licenties een splitsing naar de gekozen talen. Iedere vreemde taal vormt een eigen afdeling, genoemd taalgroep. Daarom moet bij het bepalen van de studiebegeleidingsnormen met deze realiteit rekening worden gehouden. Zo niet zou een instituut voor Vertalers en Tolken dat bijvoorbeeld slechts 4 vreemde talen onderwijst recht hebben op evenveel eenheden als een instituut dat er zeven of acht onderwijst.

Wegens de aard van de opleiding die onvermijdelijk grotendeels uit praktische oefeningen bestaat (cf. cursussen praktische oefeningen vertalen, consecutief en simultaan vertalen) en wegens de noodzakelijke aanvulling van de opleiding met één groot aantal algemene vakken en vooral met de grondige studie van de moedertaal, moet men daarenboven bedenken dat het aantal college-uren per week de dertig benadert, zodat de normen voorgesteld in de door de commissie aangenomen tekst niet kunnen toegepast worden omdat materieel gezien de colleges niet meer zouden kunnen worden gegeven. Inderdaad kan men zeggen dat aan een instituut voor Vertalers en Tolken, ongeacht het aantal studenten en gesteld dat zes vreemde talen worden onderwezen (normaal geval) zowat 350 college-uren moeten worden gegeven. Dit zou betekenen 350 uren/16 eenheden = 22 uur per week per eenheid.

Tevens zij opgemerkt dat de Instituten voor Vertalers en Tolken, hoewel ze een licentiaatsdiploma uitreiken dat beschermd wordt door de wet op de academische graden en dat het hoogste is in zijn specialiteit, veel minder kosten dan een universitaire faculteit, ook wat de wedden van het onderwijzend personeel betreft.

Compte tenu du fait qu'un minimum de quelque 55 heures de cours par semaine doivent être assurées par langue enseignée et que la charge à temps plein atteint de 8 à 11 heures par semaine, il est proposé de fixer les normes par groupe linguistique pour un nombre minimum de 100 étudiants pour l'ensemble de l'institut.

3) Au § 3, modifier la quatrième ligne comme suit :

« 10 % minimum dans la fonction d'assistant; ».

JUSTIFICATION.

Aussi longtemps qu'il n'existe pas de doctorat dans cet enseignement, il semble quelque peu excessif d'accorder 1/5^e des emplois à des assistants dans l'enseignement supérieur de type long, lequel n'est pas orienté en premier lieu vers la recherche scientifique de base.

Art. 17.

Au § 5, premier alinéa, supprimer les mots « endéans les limites d'une même province ».

JUSTIFICATION.

Les premiers cycles situés en dehors des limites de la province où est établi l'institut principal, doivent également disposer des mêmes possibilités de développement, sinon nous nous trouvons en présence d'une forme injustifiée de discrimination qui peut compromettre la paix scolaire à partir de l'année académique 1980-1981.

II. — AMENDEMENT

PRÉSENTÉ PAR M. BRIMANT

AU TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Art. 9.

(Article 12 du projet initial).

Au § 3 entre les deux alinéas, insérer un nouvel alinéa libellé comme suit :

« Les porteurs d'un diplôme autre que ceux précisés ci-dessus, nommés avant le 1^{er} janvier 1963, sont considérés comme répondant à toutes les conditions pour obtenir la nomination définitive dans la fonction d'assistant. »

JUSTIFICATION.

Il s'agit ici de professeurs d'ateliers, d'assistants et de chefs de bureau d'études ou de chefs de travaux qui, tout comme certains directeurs pour qui le projet prévoit un reclassement parmi le personnel enseignant, ont été recrutés à une époque où il était difficile de trouver des diplômés du 2^e degré de l'enseignement supérieur pour occuper ces fonctions.

Depuis plus de 18 ans ils ont rendu d'immenses services dans l'enseignement supérieur du second degré en tant que personnel enseignant; il serait anormal de ne pas continuer à faire bénéficier les étudiants de leur expérience.

D'autre part, si, comme le prévoit le présent projet, le Roi peut fixer d'autres fonctions que celles prévues par la loi, il n'est pas précisé qu'en acceptant ces nouvelles fonctions, ces membres du personnel enseignant gardent leur statut antérieur; cela irait à l'encontre de la volonté habituelle de ne pas léser le personnel nommé définitivement par l'Etat.

R. BRIMANT.

Rekening houdend met het feit dat per taal minimum ongeveer 55 college-uren per week moeten worden onderwezen en de full-time opdracht 8 à 11 uur per week bedraagt, wordt voorgesteld de normen te bepalen per taalgroep bij een minimum aantal studenten van 100 voor het hele instituut.

3) In § 3, de vierde regel wijzigen als volgt :

« minimum 10 % in het ambt van assistent ».

VERANTWOORDING.

In het hoger onderwijs van het lange type, dat niet in de eerste plaats op het basis-wetenschappelijk onderzoek gericht is, lijkt het wel overdreven 1/5 van de betrekkingen aan assistenten toe te kennen, tenminste zolang er geen doctoraat in die richting bestaat.

Art. 17.

In § 5, eerste lid, de woorden « binnen de grenzen van eenzelfde provincie » weglaten.

VERANTWOORDING.

Ook de eerste cycli buiten de grenzen van de provincie waarin de hoofdschool gevestigd is moeten dezelfde uitbreidingskansen hebben, zoniet staan wij hier voor een niet-verantwoorde vorm van discriminatie, die vanaf het schooljaar 1980-1981 de schoolvrede in het gedrang kan brengen.

A. LARIDON,
L. HUREZ,
Jeanne ADRIAENSENS,
Y. YLIEFF.

II. — AMENDEMENT

VOORGESTELD DOOR DE HEER BRIMANT

OP DE TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Art. 9.

(Artikel 12 van het oorspronkelijke ontwerp).

In § 3, tussen de twee leden een nieuw lid invoegen, luidend als volgt :

Degenen die vóór 1 januari 1963 zijn benoemd en houder zijn van een ander diploma dan de hiervoren bedoelde, worden beschouwd als beantwoordend aan alle vereisten om vast benoemd te worden in het ambt van assistent. »

VERANTWOORDING.

Het gaat hier om werkplaatslraars, assistenten en chefs van een studie bureau of werkleiders die, zoals sommige directeurs voor wie het ontwerp bepaalt dat zij gereclasseerd worden onder het onderwijzend personeel, aangeworven werden toen het moeilijk was gediplomeerden van de 2^e graad van het hoger onderwijs te vinden om die functies te bekleden.

Sedert 18 jaar hebben zij als lid van het onderwijzend personeel onzaglijke diensten bewezen in het hoger onderwijs van de tweede graad; het ware abnormaal de studenten niet verder van hun ervaring te laten genieten.

Voorts bepaalt het ontwerp weliswaar dat de Koning andere ambten kan vaststellen dan degene waarin de wet voorziet, maar er wordt niet gespecificeerd dat, wanneer bedoelde leden van het onderwijzend personeel een dergelijk nieuw ambt aanvaarden, zij hun vroeger statuut behouden; dat is in strijd met de bedoeling die gewoonlijk voorziet om de belangen van het door de Staat vast benoemde personeel niet te schaden.